

Henri Simon

**lip  
et  
la contre-révolution  
autogestionnaire**

NEGATION N° 3

S o m m a i r e

|  | <u>page</u> |
|--|-------------|
| Introduction   |             |
| Chapitre I - LE MOUVEMENT OUVRIER ET SON DECLIN .....                            | 1           |
| 1) l'expropriation des expropriateurs .....                                      | 1           |
| 2) Le Travail mort .....   | 3           |
| 3) Capital variable et syndicats .....   | 4           |
| a) la CGT et la dévalorisation .....   | 4           |
| b) la CFDT et l'autogestion .....  | 9           |
| Chapitre II - LE "CAS" LIP .....   | 19          |
| 1) Lip, une manufacture à l'époque de la domi-<br>nation réelle du Capital ..... | 20          |
| 2) Le mouvement ouvrier chez Lip .....   | 24          |
| 3) La question syndicale .....   | 32          |
| Chapitre III - CRISE ET AUTOGESTION .....  | 35          |
| 1) Communauté ouvrière et communauté humaine ...                                 | 35          |
| 2) La contre-révolution autogestionnaire .....                                   | 41          |

-----

03-1974

"Recréer l'ENTREPRISE par  
l'autogestion, et non la  
détruire" ...

(Serge Mallet - La nouvelle  
classe ouvrière)

"Le socialisme est tout entier  
dans la négation révolutionnaire  
de l'ENTREPRISE capitaliste, non  
dans l'attribution de celle-ci  
aux travailleurs de l'usine"

(Bordiga - Propriété et Capital)

Directeur de publication : A. AJAX

Correspondance : J. CICERO, 61, rue Daguerre 75014 PARIS

Versements : A. AJAX C/P 33 353 15 La Source

Déjà publiés :

Avant-premier numéro : La révolte de la prison  
de Toul (épuisé)

N° 1 - Le prolétariat comme destructeur du  
travail (épuisé)

N° 2 - L'Ecole qui crève, la guerre qui vient

Supplément n°2 : La Révolution communiste en  
Irlande (épuisé)

Supplément n°2 : Avortement et pénurie

Imprimerie spéciale : "NEGATION"

ces séparations et assure la cohérence d'une société chaotique : toute autre conception de l'autogestion (assimilée par exemple aux fictions bourgeoises de Liberté et d'Égalité) n'est qu'une utopie réactionnaire, un rêve que les canons du Capital, même "autogéré" se chargeront d'interrompre brutalement (1).

De même que le programme de la social-démocratie, élaboré dans la période de festivité reproductive du Capital (avant 14), s'est finalement vu réalisé par le front populaire et surtout par le nazisme, de même les impératifs de la crise ne pourront que réduire les schémas ultra-gauches en simples "recettes" de sauvetage du Capital.

Si l'autonomie du prolétariat révolutionnaire s'affirmera indiscutablement dans sa constitution en classe-pour-soi, la contre-révolution impliquera elle aussi une certaine autonomie du "prolétariat", classe du Capital maintenue. Aussi, par rapport à tous les comités et autres organes de base qui surgiront au sein de la crise, il sera indispensable d'apprécier continuellement le contenu de leurs activités, ainsi que le contenu du mouvement général dans lequel ils s'inscrivent, sans s'arrêter aux formes qu'ils auront pu emprunter.

---:---:---

(1) Il est clair que la force de travail, à ce niveau, ne peut être à la fois l'objet du Capital et son agent ; aussi, ce dernier rôle social reviendra naturellement dans l'État autogestionnaire à une coalition pouvant aller de la frange la plus "progressiste" des managers économiques et politiques (Bidegain, Neuschwander, J. Delors, Edgar Faure, par exemple) jusqu'aux bureaucrates de gauche et gauchistes, en passant par leurs homologues syndicalistes, et sans oublier une fraction de la classe ouvrière promue de la base à travers les divers comités ou conseils (les Monique Piton et autres membres du C.A. Lip, reçus en audience par E. Faure ! - feront des petits sans aucun doute)!

## INTRODUCTION

Il est paru un nombre impressionnant de brochures et textes divers sur le conflit Lip. Cette activité théorique a généralement fait suite, pour ses auteurs, à une activité pratique, voire une agitation, autour de ce conflit, qui est sans précédent depuis 68.

Or les rédacteurs de cette brochure-ci n'ont pas pris part à cette activité. Dès que la lutte des ouvriers de Lip a adopté sa forme, pour d'autres attractive, il nous paraissait clair que cette lutte - dans son contenu - n'était pas la nôtre ; ceci bien que la critique que nous en faisons alors s'en tenait à ses aspects immédiats et ne nous poussait pas à la publier.

Puis, avec l'évolution du conflit, certains d'entre nous envisagèrent une publication sommaire qui montrerait notamment les limites intrinsèques de cette lutte ouvrière et l'opposerait aux formes de résistance dominant actuellement chez les prolétaires (absentéisme, sabotages, etc.).

La collaboration que ces camarades entamèrent avec d'autres pour ce faire, s'avérant impossible, nous sommes retrouvés pour transformer leur texte initial dans un sens auquel nous amenait une réflexion progressive. En effet, il devint pour nous de plus en plus évident que "Lip" ne représentait pas seulement une lutte dans laquelle nous ne reconnaissons nullement nos aspirations à une société humaine, mais que, de plus, cette lutte était tout à la fois une expression particulière du mouvement capitaliste contemporain et une sorte d'anticipation sur la formation de notre ennemi : la contre-révolution capitaliste.

Il n'est donc pas surprenant que ce texte soit dense, qu'il ait besoin d'introduire la critique du conflit Lip par une longue analyse, quoique forcément sommaire, du mouvement ouvrier et du mouvement capitaliste, et qu'enfin il dépasse cette simple critique en amorçant l'analyse de la contre-révolution autogestionnaire.

Ce dernier point sera ultérieurement précisé et développé à travers divers textes et, peut-être, par une publication partant particulièrement sur les mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires qui viennent.

*Chaque fois*

*qui sont en fait au centre du conflit*

LE MOUVEMENT OUVRIER ET SON DECLIN

1 - L'expropriation des expropriateurs

Le mouvement ouvrier apparaît avec les premiers développements du capital. C'est le mouvement des prolétaires en lutte contre la domination formelle du capital sur le travail, premier mode historique de domination du capital.

Ce mode se caractérise par un fonctionnement reposant sur l'extraction de plus-value absolue. La part du travail humain dans le procès de travail est importante. En outre, le contenu de ce travail reste artisanal, qualifié, et le capital se contente, dans un premier temps, d'opérer la séparation entre les moyens de production et le producteur, condition nécessaire à l'apparition de l'échange force de travail contre salaire, et d'élargir le procès de travail à l'échelle de la manufacture.

Le prolétaire est donc à la fois prolétaire (celui qui échange sa force de travail contre un salaire et qui est contraint de le faire parce qu'il est sans réserves sociales) et ouvrier (celui qui "oeuvre", dont la valeur d'usage est qualitativement importante dans le procès de production)

D'où le contenu premier du mouvement ouvrier : d'une part, luttes pour la réduction du temps de travail, car l'extraction de plus-value absolue suppose l'allongement de la journée de travail, et création d'organes de défense du prix de la force de travail (syndicats de métiers, puis d'industries).

D'autre part, la préservation du contenu pré-capitaliste du procès de travail détermine chez le prolétaire une conscience de producteur, renforcée par le fait que, face à lui, le capitaliste fait figure d'oisif parasitaire. Travaillant "comme un artisan", mais pour l'accumulation du capital, et sous la direction d'un capitaliste, la lutte du prolétaire-producteur se donne aussi pour but la ré-appropriation des moyens de production, "l'expropriation des expropriateurs".

Mais, si l'attaque contre la propriété des moyens de production par les producteurs a été au coeur du mouvement ouvrier du 19ème siècle, si la question du socialisme a semblé alors se résumer dans celle de la propriété, c'est aussi parce que cette propriété, sous sa forme de propriété personnelle, paraissait doublément arbitraire et préjudiciable aux ouvriers.

Etant donné le maintien du procès de travail pré-capitaliste, l'accès du capitaliste à la propriété ne change d'abord rien à la production elle-même, si ce n'est son échelle. Le capitaliste ne fait apparemment rien pour la production, il se contente de la parasiter, tandis que les ouvriers font tout.

soit formé sur des bases autogestionnaires et violemment anti-impérialistes U.S. Il est non moins significatif que le PCF lui-même, estimant que "la manière dont se pose aujourd'hui la question de l'autogestion a évolué de manière positive", déclare "les communistes ne craignent personne sur le terrain de la perspective autogestionnaire" (L'Humanité du 15/2/74). Enfin il faut voir la fraction la plus pure du gaullisme en bisbille avec "l'impérialisme US", le "Front progressiste", concurrencer directement les organisations gauchistes sur toute leur gamme programmatique ! (sans parler des royalistes de la N.A.F. qui se déclarent eux-mêmes partisans de l'autogestion) !

L'autogestion apparaît bien comme une nouvelle forme d'Union Sacrée en devenir.

Cependant, l'autarcie des pays autogérés risquent de renforcer certaines contradictions de leur capital. S'il est vrai que ces pays ont en moyenne une composition organique plus faible, on a vu qu'ils possédaient des branches ou des entreprises extrêmement développées : en tant que telles, ces dernières peuvent ne pas avoir intérêt à l'autarcie. Elles peuvent aussi rencontrer l'hostilité des branches en entreprises moins développées qui, alors, ne pourront plus supporter la péréquation de profit, celle-ci étant, au sein de la crise, synonyme de liquidation des petits secteurs. Il peut alors surgir un conflit d'intérêt quant au mode de répartition de la plus-value, les entreprises ou branches moins développées cherchant à promouvoir des mécanismes contrecarrant la fuite de valeur vers les capitaux à plus forte composition organique.

Cet échange inégal recouvre également le développement inégal des régions qui, avec l'émergence de la crise, entraîne une recrudescence de la violence régionaliste et des thèses corollaires du "néo-colonialisme intérieur".

A un niveau aigu de ces antagonismes, peut se trouver fondée une guerre civile capitaliste qui assumerait une part des nécessaires destructions, pour le Capital, des forces productives.

L'autogestion peut également se développer sur cette base, en étant la forme politique, ou plutôt administrative, de gestion de ces antagonismes internes. Si nous disons "administrative", c'est parce que ces conflits d'intérêt inéluctables seront justement une des raisons de l'organisation autoritaire de la société : si la contre-révolution dans ces pays, aujourd'hui, implique une participation sans précédent des esclaves du Capital au maintien de leur esclavage, le respect de toutes les catégories essentielles du mode de production capitaliste exige une force supérieure (l'Etat, métamorphosé, mais bien réel) qui relie toutes

si l'autogestion peut trouver son terrain d'élection dans les pays industriels à composition organique moindre, ceci ne provient pas seulement de la structure productive de ces pays, mais est également déterminé à l'échelle de l'économie mondiale. Les zones à très forte composition organique ont toujours plus de difficultés à trouver en elles-mêmes les profits nécessaires à la reproduction du capital, mais cette haute composition leur permet d'opérer en leur faveur un transfert de valeur au cours de l'échange avec des zones moins développées (échange inégal). Ce surcroît de valeur constitue les surprofits qui leur sont de plus en plus nécessaires et provient de ce que leurs marchandises incorporent moins de travail que celles de leurs co-échangeistes. Mais pour que ce transfert s'opère, il faut que les pays à forte composition organique élargissent continuellement leur zone de péréquation, ce qui explique que les pays les plus développés ont toujours poussé au libre échange. (cf. les USA et le marché commun agricole).

Dans une situation de crise, la nécessité des surprofits s'accroissant, les pays à forte composition organique chercheront à inclure de force d'autres pays dans leurs zones de péréquation ; mais comme la crise sera mondiale, ces derniers seront moins disposés que jamais à tolérer cette fuite de valeur, et seront amenés à s'en défendre en organisant leur autarcie. L'autogestion participera à l'organisation de cette autarcie, à la militarisation générale de la population contre les pays surdéveloppés qui constitueront alors l'ennemi. (on peut voir dès aujourd'hui s'amorcer cet antagonisme entre la France et les USA).

L'autogestion pourrait bien, alors, devenir une machine de guerre dans ces pays en position économique de faiblesse, une machine de la 3ème guerre mondiale qu'un tel conflit d'intérêts provoquera.

Ainsi, le type de militarisation du travail et de l'organisation par quartiers, etc. qu'est l'autogestion à la base, trouverait un prolongement naturel dans la militarisation pure et simple du producteur-citoyen. L'autogestion n'existe qu'à travers le respect intégral et l'organisation de bas en haut de toutes les catégories capitalistes.

La raison d'être d'un tel "Etat autogestionnaire" serait l'anti-impérialisme qu'il exacerberait. L'extrême-gauche du Capital est appelée à jouer un rôle fondamental dans cette machine guerrière, comme le montre avec évidence, sa mobilisation patriotarde dans le conflit Lip et son soutien dans la dernière guerre israélo-arabe, à un camp contre l'autre. Il est significatif que dans un parti comme le Parti Socialiste en France, se présentant comme un parti de gouvernement, une fraction - le CERES - se

Et il apparaît d'autant plus comme simple porteur d'un titre de propriété que la fonction qui lui est cependant dévolue, l'organisation de la vente des produits et l'achat des matières premières et de la force de travail, reste d'une relative simplicité, telle que sa prise en charge par l'association des ouvriers ne semble poser aucun problème, ni technique, ni économique.

Dans cette période de prospérité globale du capital et de relative indépendance des capitaux entre eux, la fonction de gestion du capital (la prise en charge de son insertion dans la circulation, en amont et en aval du procès de production, prise en charge nécessaire également à sa reproduction) apparaît ainsi moins comme une fonction séparée et rétribuable que comme un privilège lié à la propriété du capital et du produit. Même au moment de la charte d'Amiens (1906) qui déclare que "le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale", la question de la gestion du capital n'apparaît pas en tant que telle.

Arbitraire, la propriété personnelle des moyens de production est aussi préjudiciable aux producteurs. En effet, la faible unification, au niveau de la société, du procès capitaliste, laisse une large marge d'irresponsabilité sociale au propriétaire. L'entreprise qu'il possède est encore petite, se situe sur un marché étroit. S'il le juge nécessaire ou utile pour lui, il peut la fermer sans provoquer trop de remous. Les autres capitalistes (créanciers mis à part) verront cette disparition d'un bon oeil, à moins qu'elle ne les laisse indifférents, vu le cloisonnement relatif des marchés. Les ouvriers, également isolés pour la même raison, ne peuvent mettre d'autres secteurs en danger par leur réaction ; de plus, la survivance d'autres modes de production dans la société - et c'est là une caractéristique importante de la domination seulement formelle du capital - permet à une partie au moins des ouvriers licenciés de survivre d'une autre façon, en retournant à l'artisanat et à l'agriculture. Les autres grossiront l'armée de réserve qui s'accumule dans les grandes villes ...

Ces trois caractères (conscience de producteur chez les ouvriers, dûe au maintien de l'ancien procès de travail ; arbitraire évident de la propriété, la question de la gestion ne se posant pas ; enfin, irresponsabilité sociale liée à la propriété personnelle) expliquent que la forme pratique prise par le mouvement ouvrier du 19ème siècle soit celle des coopératives de production. Au-delà des syndicats défensifs, et une fois abandonnée l'utopie d'un retour à la petite propriété individuelle, il reste l'idée - qui sera reprise par les syndicats (anarcho-syndicalisme) - que les ouvriers associés peuvent être en même temps propriétaires de leurs moyens de production communs. Comme le propriétaire non-producteur, ils rempliront par là-même le rôle de gestionnaire, ou plutôt, selon la conscience de l'époque, ils vendront et se partageront le "produit intégral" de leur travail (l'expression court de

Proudhon au programme social-démocrate de Gotha).

De plus, et contrairement au propriétaire capitaliste, le propriétaire-producteur collectif est aussi, par là-même, responsable socialement, face au capital variable qui ne fait qu'un avec lui, de la continuation et de la bonne marche de l'entreprise. "Dans les coopératives, l'antagonisme entre le Capital et le Travail se trouve surmonté, même si c'est encore sous une forme imparfaite : en tant qu'association, les travailleurs sont leur propre capitaliste" (Capital, III 5<sup>e</sup> section, ch. XVI) ; pour cela il suffit qu'ils soient propriétaires de leur outil commun.

2 - Le Travail mort :

Mais l'expansion et la concentration capitalistes de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la guerre de 14-18 et la période révolutionnaire qui suit marquent un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Cette période est en effet le début du douloureux passage à la domination réelle du capital sur le travail, qui ne s'achèvera qu'après deux guerres mondiales et la grande récession des années 30.

Dans cette deuxième phase historique du Capital, le procès de production devient spécifiquement capitaliste. Il repose sur l'extraction de la plus-value relative, par l'augmentation constante de la productivité grâce au perfectionnements des techniques, au développement des forces productives, à leur socialisation croissante. L'extraction de la plus-value dépend au plus haut point de ces procédés "qui abaissent le prix des marchandises pour élever la plus-value qu'elles contiennent" en diminuant le temps de travail nécessaire. La part du travail humain dans le procès de production s'amenuise donc face au travail mort, et l'ouvrier disparaît pour ne laisser subsister que le prolétaire. La valeur d'usage de la marchandise-force de travail perd ses déterminations particulières et se résume entièrement dans la plus ou moins grande quantité de surtravail qu'on peut lui faire produire. C'est l'époque de l'"organisation scientifique du travail" et de l'apparition des O.S.. Le terme "ouvrier spécialisé" est simplement un euphémisme pour signifier que l'"oeuvre" de cet ouvrier-là est dénuée de toute qualité ; le travail d'un O.S. n'exige aucune formation, aucun apprentissage ; la force de travail est alors absolument interchangeable et c'est logique puisque seule compte sa faculté de se dépenser en temps de travail. Toute la qualification est à présent dans la machine, et l'ouvrier spécialisé est bon ou mauvais ouvrier uniquement s'il est ponctuel ou non à son poste.

Or, justement, la relation de plus en plus abstraite qu'il a avec le procès de travail où il intervient fait disparaître toute "conscience de producteur". Cela se manifeste clairement dans la recrudescence actuelle du turn-over, de l'absentéisme et du sabotage. Certes, ces formes de lutte ne sont pas nouvelles, pas plus qu'elles ne décrivent les luttes

à ces nouveaux investissements. L'augmentation de productivité peut alors être obtenue par un assujettissement plus grand de la force de travail au procès de production : en éliminant les diverses formes de résistance du prolétariat à la domination réelle du capital (absentéisme, sabotages volontaires ou non), il est possible d'augmenter la régularité et l'intensité du procès de travail. Les diverses tentatives "d'enrichissement des tâches", et surtout d'organisation par groupes autonomes de travail (Donnelly, General Food, Volvo ....) vont dans ce sens puisqu'elles ont pour acte de naissance les difficultés de valorisation du Capital dès la fin des années 60 ; elles demeurent cependant des expériences très limitées tant que le Capital peut encore se reproduire globalement.

*Handwritten notes:*  
C'est la  
même chose  
que le  
turn-over  
actuel  
qui est  
le résultat  
de la  
déqualification  
du travailleur  
et de la  
déqualification  
de la machine.

L'approfondissement de la crise, en mettant en selle l'autogestion, pourra généraliser et amplifier ces expériences auxquelles sera donné un cadre adéquat (1). Dans cette perspective, l'obtention de nouveaux profits dérive de l'augmentation de la productivité ainsi obtenue, et de la diminution des frais improductifs puisque l'autogestion, comme son nom l'indique, consiste à confier au moins une part des tâches de gestion du Capital à la force de travail elle-même.

Donc au sein de l'entreprise, la fonction de l'autogestion n'est pas en soi de baisser la valeur de la force de travail, mais d'être l'encadrement adéquat, la forme de militarisation de la force de travail adaptée à cette rationalisation de la production.

Dans l'hypothèse de son développement, c'est-à-dire d'une victoire, même momentanée, de la contre-révolution, l'autogestion réalise la fixation des prolétaires à l'entreprise, elle conserve celle-ci comme trame essentielle du tissu social, tout en accomplissant elle-même le dépassement de l'entreprise pour venir chapeauter le société en tant que communauté de pénurie. Cette autogestion concentrée serait la réponse contre-révolutionnaire adéquate au dépassement potentiel de l'Entreprise par les prolétaires interchangeables qu'elle parviendrait à fixer et rassembler dans l'Etat national-populaire. En effet,

(1) Déjà, alors qu'il ne pouvait être question, la crise des années 30 vit en Allemagne les fabriques de chaussures supprimer le travail à la chaîne qui venait de faire son apparition. Cette "dérationalisation" - nouvelle rationalisation s'adaptant à la crise - était alors une tentative (vaine) de résorber le chômage (cf. "La crise mondiale" de Carl Steuermann - pseudonyme d'Otto Fühle - Gallimard 1932, p. 50)

*Handwritten:* D'après l'histoire

être produite plus immédiatement et largement qu'à présent au niveau des mesures révolutionnaires pratiques à prendre.

Aujourd'hui, alors que le personnage traditionnel de l'entrepreneur capitaliste tend à disparaître complètement, la profondeur de la crise s'annonce telle que, dans certains pays, l'autogestion devient une force contre-révolutionnaire plausible. Sans doute elle n'y sera qu'une des composantes de la contre-révolution et coexistera ou s'opposera probablement avec d'autres formes, mais on peut traverser quelques grandes lignes de la fonction pratique de l'autogestion qui sont d'ores et déjà inscrites dans la nature et le contenu de la crise. Si la profondeur de celle-ci détermine la prise en charge de la force de travail par elle-même, cette autogestion ne peut se développer, c'est-à-dire être la réorganisation de crise de la société capitaliste, que dans les pays industrialisés où la composition organique du Capital n'est pas encore très élevée : France et Italie, notamment. La crise est par définition pénurie de profit. Dans ces pays, l'importance du Capital variable est encore suffisante pour que, dans un premier temps, il soit possible de lutter contre cette disparition des profits en baissant radicalement la valeur de la force de travail. Bien sûr, ceci se fera également dans les pays à très haute composition organique, mais avec cette différence que le rôle du travail vivant y étant relativement minime, cela ne nécessite pas un mode d'organisation sociale spécialement adapté à cet objectif. Comme nous le verrons, dans ces pays - USA notamment - la logique du surprofit prime sur celle du profit tout court.

L'autogestion est une manière de faire prendre en charge la contradiction valorisation/dévalorisation par la force de travail parce que toute la société est alors organisée en vue de baisser la valeur de cette marchandise vivante. Il s'agit de faire prendre directement en charge par la population des activités qu'assumait auparavant le Capital et qui alourdissaient donc les frais d'entretien de la force de travail. On peut déjà aujourd'hui, avoir une vue partielle du contenu de cette autogestion à travers les divers réseaux parallèles de survie qui se sont formés plus ou moins ces dernières années (écoles parallèles, crèches sauvages, cliniques, nourriture, etc.) Il est significatif qu'avec l'installation de la crise les mass-media commencent à publiciser certaines de ces expériences (cf. présentation très favorable de "free-clinics" dans le journal télévisé du 31/3 au soir).

Au niveau de l'entreprise, l'autogestion peut se développer en premier lieu dans les secteurs où la baisse du taux de profit ne peut plus être contrecarrée par une augmentation de productivité résultant d'une nouvelle élévation de la composition technique du capital puisque la crise est justement la pénurie de capitaux nécessaires

dités "traditionnelles" sur les salaires. Mais, comme bien d'autres phénomènes, elles acquièrent visiblement, à notre époque, leur pleine vérité, en reflétant à la fois le caractère secondaire de l'homme dans le procès de travail actuel, et sa position cruciale pour le capital. En effet, non seulement la hausse de la composition organique du capital signifie la déqualification du travail et l'interchangeabilité des ouvriers, mais la menace qu'elle fait peser sur les profits impose une accélération des cadences qui réduit l'homme au statut d'une machine supplémentaire, mais décisive pour le mode de production capitaliste. Du point de vue du travailleur, ces formes de lutte sont donc des réactions humaines, élémentaires, face à un mode de production qui ne peut survivre qu'en niant toujours plus ceux par qui il vit. A la différence de l'époque où Pouget préconisait le sabotage comme moyen de faire pression sur le patron sans perdre son salaire pour fait de grève, ces réactions ne sont plus neutralisables par une simple augmentation des salaires. Il a même fallu inventer l'"enrichissement des tâches" pour essayer de conjurer le fait irrémédiable qu'aujourd'hui, le prolétariat n'est plus la classe du travail ...

Ne serait-ce que pour cette raison, la lutte du prolétariat, dans ses buts et dans ses moyens, ne pourra plus être celle du mouvement ouvrier. Il ne s'agit plus pour les prolétaires associés de devenir leur propre capitaliste, mais de détruire la forme capitaliste qu'est l'entreprise, en même temps que le salariat et le marché.

### 3 - Capital variable et syndicats :

#### a) la C.G.T. et la dévalorisation

Cependant, la période qui voit l'accession du capital à sa domination réelle sur le travail et sur l'ensemble des rapports sociaux, est aussi celle où se manifeste au plus haut point sa nature profondément contradictoire.

L'augmentation de la composition organique du capital, qui permet une augmentation immédiate du profit d'une entreprise, se traduit rapidement par une baisse de ce taux à l'échelle sociale ; l'augmentation de la masse du profit par celle du capital investi est aussi liée au mouvement d'augmentation relative du capital constant, puisque c'est par sa supériorité dans la productivité qu'un capital parvient à absorber les concurrents. En bref, le procès de valorisation ne peut se faire maintenant qu'au travers de la dévalorisation ; "Le capitaliste qui n'a à cœur que la valeur d'échange, s'efforce sans cesse de la rabaisser".

Cette contradiction en contient une autre : la loi de la valeur, les rapports de production, s'opposent de plus en plus au développement des forces productives, déclenchant ainsi des crises de plus en plus globales, comme celle dans laquelle nous entrons aujourd'hui.

En conséquence de la dévalorisation croissante, le régime traditionnel de la propriété des moyens de production est remis en cause, comme on le voit le plus nettement dans les nationalisations. Fondamentalement, la nationalisation consiste à confier un capital à l'Etat, qui se contente d'un moindre profit, de sorte que la part des autres capitaux dans le partage de la plus-value totale se trouve augmentée, et que tout se passe "comme si" le capital nationalisé valait moins, puisqu'il touche moins de plus-value.

Mais les nationalisations ne sont qu'un cas extrême de la socialisation du capital qu'entraîne la dévalorisation. D'une façon générale, le capital d'entreprise perd son indépendance lorsque, pour compenser la baisse du taux de profit par sa masse, il faut augmenter la taille d'un capital individuel, au point que propriété immobilière, capital financier et capital d'entreprise passent dans des mains différentes. La création de sociétés anonymes par actions est le premier acte de ce processus. Au capital accumulé par l'entreprise elle-même vient s'ajouter un capital d'origine extérieure, qui ne réclame que l'intérêt, et donc ne s'insère pas dans l'égalisation du taux de profit, et qui, rapidement, devient fictif, lorsqu'on "capitalise" les revenus sur la base du taux de l'intérêt (cf. Capital, III 5°, XVI 3).

L'acte suivant du processus de socialisation du capital est encore plus directement lié à la dévalorisation. Lorsque les profits sont devenus par trop faibles, lorsque l'appel aux capitaux des actionnaires ne suffit plus à la reproduction élargie du capital, il reste la nécessité de faire appel au crédit à long terme. Au niveau général, le capital se joue alors la comédie du dépassement de ses contradictions dans son "transfert" en fictivité (1).

La dévalorisation se traduit donc par la main-mise du capital financier sur l'ensemble de l'économie. Le capital financier, lui-même très concentré, joue le rôle de "capitaliste général" au même titre que l'Etat dans son rôle de prise en charge directe des secteurs les plus dévalorisés, mais plus

(1) "Entreprise" n° 967, p. 56 donne un exemple de ce transfert en fictivité d'un capital, celui de la B.P. : à un moment (1972) où, pour toutes les grandes compagnies pétrolières, les besoins en investissements croissent, alors que les profits baissent, la B.P., pour financer les installations en Mer du Nord, recourt à un emprunt auprès d'un syndicat de banques, qui sera remboursé dans un délai de 5 à 10 ans, sur les fonds provenant des ventes du pétrole de ce nouveau gisement. Le nouveau capital productif de la B.P. peut donc fonctionner sur une échelle élargie, alors que le capital argent de la P. n'aura réellement atteint la taille correspondante que dans cinq ans, au plus tôt.

idéologie ont en commun de vouloir solutionner la crise en faveur des prolétaires en faisant l'économie d'une révolution prolétarienne et de mettre en avant un mélange de mesures réactionnaires et réformistes. Elles traduisent une tendance à la reformation communautaire sur les minces bases du capitalisme en survie.

Ainsi, les réponses fascistes et démocratiques (Front Populaire) à la crise de 29-30 impliquaient une adhésion sans précédent au salariat alors que celui-ci tendait à s'auto-nier. Cette adhésion était rendue possible par l'enrayement ou la destruction du mouvement révolutionnaire.

Si la prolétariat est la classe de la conscience, c'est que la rupture d'avec sa communauté aliénée ne vient pas de, ni n'entraîne automatiquement, la montée d'un nouveau mode de production. Contrairement aux anciennes classes révolutionnaires, le prolétariat n'a pas l'appui du mouvement irrésistible de la valeur, qu'il doit détruire ; pour accomplir son œuvre, il n'a que son humanité.

D'où l'importance de la théorie révolutionnaire dans le mouvement communiste. "Classe de la conscience" ne signifie pas que "la révolution se passe d'abord dans sa tête", comme le prétendent divers modernismes, universitaires ou autres, qui ne font que refléter la tendance du Capital à supprimer même toute activité et existence sociales pour une partie croissante de ses esclaves ; "importance de la théorie" ne signifie pas qu'il faille faire prendre conscience au prolétariat, comme s'y essayent toutes sortes de pédagogismes militants (par exemple, dire aux ouvriers de Lip qu'ils auraient pu ou dû dépasser leur pratique) (1). Simplement, la théorie communiste, inscrite dans le mouvement contradictoire du Capital, tendra à

(1) Le texte "Critique du conflit Lip et tentative de dépassement" (P. Laurent, 32, rue Pelleport 75020 Paris) est un exemple de cette conception programmatisée de la théorie communiste : il explique, pour une part, aux ouvriers ce qu'ils auraient dû faire ou ne pas faire.

Le détournement de "Lip Unité" (origine inconnue, mais reproduit par 4M. de J.T., BP 8806 75261 Paris Cedex 06), lui, se substitue purement et simplement aux ouvriers de Lip pour leur faire dire ce qu'ils auraient dû faire si ... Si quoi au fait ? Cette façon de procéder tente de dissimuler le même programmatisme que ci-dessus. D'une façon générale, la méthode du détournement exprime l'impossibilité d'affirmation révolutionnaire (même potentielle) d'un mouvement ; ce n'est pas un hasard si cette méthode fut érigée en "pratique subversive" par les situationnistes, dans une période où le prolétariat était totalement soumis au Capital.



déjà, aujourd'hui, la répression des révoltes dans les capitalismes nationaux peu ou pas développés, qui subissent en priorité les premiers contre-coups violents de la crise : Grèce, Inde, Ethiopie, Bolivie, etc.)

Au niveau plus immédiat de l'activité et de la conscience prolétariennes, révolution et contre-révolution tirent leur force même de l'impossibilité de reproduction de la communauté capitaliste qui désorganise globalement la vie des prolétaires "déboussolés". La dissolution de la forme de conscience correspondant aux conditions matérielles qui s'auto-désagrègent, implique la formation d'une nouvelle conscience reflétant les nouvelles conditions.

Pour le prolétariat au sein du capitalisme en crise, la dissolution de la conscience léguée par l'idéologie du Capital s'auto-valorisant, se traduit immédiatement par la prise de conscience d'être une classe de sans-réserves ne possédant que sa force de travail.

Contraint à prendre des mesures pour reproduire ses moyens d'existence niés - ou se reproduisant à un niveau trop bas par la baisse brutale du salaire réel -, le prolétariat voit dans les faits se présenter à lui deux types de réponses :

- la tendance spontanée à personnifier le mouvement historique des forces productives qui déclare périmé le mode de production capitaliste et appelle la reformation communautaire sur des bases humaines,

- la tendance à trouver l'origine de tous ces maux dans des phénomènes capitalistes secondaires qui masquent la racine de la contradiction et entravent le mouvement historique (1).

Il naît un anti-capitalisme superficiel qui se nourrit de diverses idéologies que la dissolution de la conscience antérieure rend propres à se développer. Ces

(1) En réalité cette double tendance se manifestera probablement sous forme d'antagonismes de fractions prolétariennes personnifiant l'une et l'autre, comme cela s'est déjà produit en Allemagne dans les années 19-21 et qui ne peut être que renforcée par le développement capitaliste contemporain (cf. Négation n°2, Intervention communiste n°2 et Bulletin communiste de mai 73. F. Simon BP 287 13605 Aix-en-Provence)

globalement encore en ce que le crédit devient le nerf de la production dans tous les secteurs. Le système bancaire est d'ailleurs très étroitement lié à l'Etat, qui, conformément à sa nature, lui fournit son appui et son "contrôle".

Du côté du mouvement ouvrier, les coopératives, entreprises au capital constant faible au départ et dont l'élargissement est limité à leur autofinancement, crèvent alors exactement comme toutes les entreprises à composition organique semblable. Les périodes de création en grand nombre des coopératives ouvrières sont en effet des périodes où, soit structurellement, soit conjoncturellement, à la suite d'une désorganisation des échanges, il est possible de créer une entreprise avec un capital constant très limité et une force de travail qualifiée convenablement payée, dans des secteurs semi-artisanau (imprimerie par ex.) ; ces périodes ont été : 1830-48, et surtout 1848-50 (cf. G. Lefrançais, Mémoires d'un révolutionnaire, Ed. La Tête de Feuilles), puis les années 1919,36,45, en ce qui concerne la France.

Mais si certaines coopératives ouvrières du milieu du 19ème siècle ont vécu longtemps, non sans accrocs à leurs principes, il est vrai (emploi de salariés non-associés en particulier), elles n'ont pas eu beaucoup de rejetons durables dans la période contemporaine où la durée de vie de 75 % de ces entreprises n'a jamais dépassé 2 ans (cf. Problèmes Economiques n° 1.357, 30 janvier 1974).

Marx voyait bien d'ailleurs qu'un système de financement par crédit était indispensable au développement des coopératives : "Sans le système de fabrique, issu du mode de production capitaliste, la coopérative ouvrière ne pourrait pas se développer, pas plus qu'elle ne le pourrait sans le système de crédit issu du même mode de production. De même qu'il constitue l'élément principal de la transformation progressive des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions, de même le système de crédit offre les moyens pour une extension graduelle des entreprises coopératives sur une échelle plus ou moins nationale" (Capital III, 5ème section, XVI 3). Cette perspective n'était d'ailleurs pas celle de Marx seul, mais bien celle de tout le mouvement ouvrier du 19ème siècle (qui, dans son ensemble, y voyait même, à la différence de Marx, l'instauration du socialisme).

En fait, le financement des coopératives par crédit s'est révélé impossible. Le crédit provenant de la mise en commun de leurs profits non immédiatement réinvestis s'est avéré parfaitement insuffisant et l'insertion dans le système général de crédit impossible faute de crédibilité capitaliste.

Cette impossibilité pratique due à l'évolution du capitalisme en général, jointe à l'effondrement de la conscience de producteur des ouvriers dans la plupart des secteurs importants, ouvre une crise dans le mouvement ouvrier. Le relais

est pris cependant, mais par les syndicats devenus des confédérations représentant le Capital variable au sein du fonctionnement national du système, sans plus d'esprit "révolutionnaire", ni de création d'associations de producteurs-proprétaires. L'anarcho-syndicalisme meurt, ou peu s'en faut, avec le mouvement des coopératives. Les syndicats, organes de résistance réelle au Capital sur le mode absolu d'extraction de la plus-value (allongement de la journée de travail), s'intègrent comme purs rouages capitalistes avec le passage généralisé à la plus-value relative.

La 1ère guerre mondiale, qui recouvre une crise capitaliste, consacre une scission entre mouvement ouvrier et mouvement syndical, d'où surgit, pour une part, la réalité et l'idée d'"autonomie ouvrière". Les conseils ouvriers, apparus en Allemagne à la fin de la guerre, témoignent de cette autonomisation produite par la nécessité de recréer une résistance à l'attaque du Capital contre les conditions d'existence ouvrière, mais ils témoignent aussi d'une tendance pour le prolétariat à se constituer en classe distincte, dans une période où la reproduction du capital est entravée.

Le rôle propre des syndicats, dans leur phase qu'on pourrait appeler social-démocrate, s'explique par le fait que la contradiction valorisation/dévalorisation, qui devient omniprésente, s'incarne dans la force de travail, dont le syndicat négocie le prix en même temps qu'il la contrôle. A leur rôle de gestionnaires de la force de travail (1) s'ajoute donc un rôle de promoteurs de réformes qui entériennent la dévalorisation et une prétention au rôle de gestionnaires nationaux du Capital tout entier, en temps de crise.

La contradiction n'apparaît pas en tant que telle, semble inexistante ou résolue, dans les phases où la reproduction élargie du capital se fait sans difficultés. Cependant, le syndicat prend alors cette contradiction en charge virtuellement et "théoriquement", et élabore des programmes de réforme qui se placent du point de vue de la dévalorisation du Capital : programme de nationalisations des secteurs à faible taux de profit, et du secteur de crédit, notamment.

-----  
(1) Dans les états développés, leur rôle de gestionnaires de la force de travail, consacrant leur intégration comme rouages de la société capitaliste, est particulièrement net dans l'établissement, de concert avec les gestionnaires du capital total, de contrats périodiques d'augmentation des salaires, par branches de production.

communauté humaine détruit positivement l'idéologie du travail, que le Capital avait dissous négativement : le temps de travail disparaît enfin comme seule mesure des richesses sociales au profit du "temps libre".

En fait le communisme véhicule la fin de la division temps de travail/temps de loisir pour fondre toute activité en activité nécessaire à la production et la reproduction de l'humanité ; fusion qui donc ne s'effectue plus sur la base du travail de l'homme aliéné en citoyen producteur comme c'était le cas dans la communauté ouvrière. Ainsi la manufacture de production du temps qu'était Lip Horlogerie est doublement renvoyée au néant en la bonne compagnie de l'argent.

Mais si la formation du prolétariat en classe-pour-soi, se dirigeant vers la constitution de la communauté humaine, tendra à être produite tant par le développement du Capital que par l'impossibilité de sa reproduction globale, elle n'en est pas la conséquence automatique et inéluçtable.

## 2 - La contre-révolution auto-gestionnaire

Dans la société capitalisée, révolution et contre-révolution forment un couple lié quoique radicalement antagonique. L'une et l'autre sont inscrites dans le mouvement contradictoire qui à la fois est indispensable à la reproduction du Capital et constitue une entrave à cette reproduction. La crise qui est simultanément éclatement de la contradiction exacerbée et début de sa résolution, implique donc l'émergence tendancielle de révolution et contre-révolution.

L'une et l'autre sont portées par le mouvement dominant de la dévalorisation ; la contre-révolution, parce que cette importante dévalorisation est alors nécessaire à une re-valorisation ultérieure ; la révolution, parce qu'à travers une telle dévalorisation la valeur clame sa caducité.

Par conséquent, alors que la révolution doit couper court à toute revalorisation ultérieure et virtuelle, la contre-révolution doit d'abord prendre en charge la dévalorisation en vue de rationnaliser la contradiction. Cependant, étant donné la profondeur actuelle de celle-ci, la contre-révolution ne peut se développer que dans la perspective de l'unique résolution capitaliste réelle : la destruction massive des forces productives.

Ce développement implique donc que le mouvement révolutionnaire ait été inhibé en des révoltes sporadiques qui ne peuvent trouver leur objet et sont écrasées (voir

mais la société capitaliste dans son ensemble, ce dont ils ont une perception plus ou moins confuse.

En l'absence d'une crise généralisée, lorsque le rejet de forces de travail n'est qu'un phénomène de la nécessité de reproduction globale du Capital, ces prolétaires constituent l'armée de réserve industrielle nécessaire à l'expansion capitaliste générale par la pression qu'elle fait subir aux salaires ; toutefois, la différence fondamentale d'avec cette même armée au 19ème siècle est qu'elle peut s'accumuler dans les métropoles capitalistes les plus développées en tant que communautés relativement stables de chômeurs à vie par le point limite que le développement des forces productives fait atteindre aux rapports de production. Ainsi se perpétuent et se développent depuis une vingtaine d'années aux USA les ghettos de prolétaires noirs qui peuvent manifester, comme dans les années 65, leur besoin de communauté humaine en se soulevant, mais ces révoltes trouvent immédiatement leur limite et leur échec par l'impossibilité, en cette période d'expansion générale, de frapper au coeur du capitalisme : les rapports de production.

Toutefois ce qui constitue une faiblesse pour l'ensemble des inclus temporaires et des exclus définitifs en l'absence de crise généralisée, devient une force potentiellement révolutionnaire lorsque la crise embrasse l'ensemble de la société - c'est-à-dire lorsque le mouvement de dévalorisation finit par l'emporter sur le mouvement de valorisation et que le mode de production capitaliste doit révéler en tant que tel sa caducité.

Parce que la crise généralisée a pour origine la nature du Capital qui consiste à s'accumuler par entreprises autonomes, le prolétariat ne peut se former en classe que sur la base du dépassement de l'entreprise (et non plus en groupes d'entreprise) pour fonder un mode de production unitaire, débarrassé du détour entre production et consommation que constitue la valeur d'échange, et qui crie son absurdité dans la crise.

Cette masse prolétarienne indéfinissable par son travail, qui incarne banalement cette "classe de la société bourgeoise qui en même temps n'est pas une classe de la société bourgeoise", trouve dans la crise une contrainte à rompre ce dernier lien et à ne pouvoir se reproduire en tant que catégorie du Capital. La tendance de cette classe-pour-soi est de se former en parti historique qui affirme son futur dans la communauté humaine, cette classe n'ayant "d'avenir" que dans sa propre suppression. La formation de la communauté humaine est le résultat du développement des forces productives par la communauté du Capital dont elle constitue le seul dépassement historique possible. En intégrant ce développement dont elle transforme radicalement l'emploi, la

Mais ces programmes de réforme ne prennent tout leur sens, n'apparaissent plausibles, que lorsque le Capital entrant en crise doit reconnaître ses contradictions qui se concentrent alors visiblement dans l'existence du travail vivant ; la prise en charge de cette contradiction par le syndicat tend alors à devenir immédiatement pratique.

La C.G.T. est formée de ces "vieux" syndicats d'industrie enfantés par le développement et la concentration capitaliste à la fin du 19ème siècle, qui rendaient périmés en général le syndicalisme et l'anarcho-syndicalisme lui-même.

Toutefois, créée au tout début de la phase transitoire, en France, entre les deux modes de soumission du travail au capital, la C.G.T. pouvait conserver, à sa fondation, des traits marqués de cet anarcho-syndicalisme (cf. Charte d'Amiens) qu'elle abandonnera vite, dès son intégration précipitée par le ralliement à la 1ère guerre mondiale.

Dans les années qui suivirent cette guerre, la C.G.T. s'implante naturellement dans le secteur public en extension qui est immédiatement contradictoire : à la fois dévalorisateur car non producteur de profit et, en tant qu'infrastructure, absolument indispensable à une société tendant à être capitalisée ; la C.G.T. s'implante également dans les secteurs privés qui s'apparentent aux précédents (chemins de fer, mines) dont elle revendique la nationalisation dès le début des années 20.

La crise des années 30 et le front populaire de 36, qui en est la conséquence, mettent en évidence et étendent ces revendications qui trouvent leur satisfaction dans les vagues de nationalisations qui suivent la seconde guerre mondiale : le Capital entame sa domination réelle de la société française.

Dans cet immédiat après-guerre, la C.G.T. se trouve investie de responsabilités étatiques par la promotion aux conseils gouvernementaux de plusieurs bureaucrates syndicaux. En tant que confédération, elle a creusé son trou par sa prise en charge de la contradiction capitaliste résolue, pour un temps dans la guerre, puis les nationalisations. De par sa nouvelle situation, la C.G.T. devra, dans les faits, marquer la plus grande dépendance envers l'Etat qui pénètre de plus en plus profondément tous les rouages de l'économie. Son inféodation au F C F, entamée au sein de la crise, et définitivement accomplie à la fin de la guerre, est la conséquence et non la cause comme certains l'affirment, de cette gestion de la contradiction qui culmine avec la réalisation de son programme.

La C.G.T. pourra de moins en moins, au sein des mouvements sociaux, véhiculer de réformes pour le Capital. Le renvoi à l'opposition du F C F, sa tâche accomplie conduira de plus en plus ce syndicat à transférer immédiatement les

revendications ouvrières sur le plan électoral dans la perspective d'une réapparition du PC à la gestion étatique.

Le 30ème Congrès de la CGT, en juin 1955, exprime indiscutablement cet état de fait : "La majorité (écrasante : 5 334 mandats contre 17 à la minorité), suivant M. Benoit Frachon, décide d'écarter le programme économique adopté en 1953, qui comportait des réformes de structure, et notamment de nouvelles nationalisations (programme que l'on retrouve dans le "Programme commun" de la gauche politique), pour le remplacer par un programme d'action purement revendicatif ..." (Le Syndicalisme en France - G. Lefranc - P.U.F.)

La CGT se bornera le plus souvent, et rituellement, à dénoncer de soi-disant "dangers" de re-privatisation de certains secteurs telle la Régie Renault !

Dans les périodes de crise, la CGT doit même "liquider" les luttes ouvrières les plus "dures", et c'est là une condition de crédibilité de la gauche, et du PC en particulier, (sans aborder pour l'instant la question de savoir si cette crédibilité peut se concrétiser aujourd'hui dans la gestion étatique ; autrement dit si la contre-révolution a désormais besoin de ce type de gauche. On verra en tout cas plus loin que le front populaire tel qu'il est apparu dans la dernière crise n'est plus la forme appropriée de la contre-révolution en France).

C'est désormais à partir de sa position confédérale que se détermine l'essentiel des positions particulières de la CGT dans les conflits, ce qui d'ailleurs provoque parfois des divergences entre la confédération et telle ou telle section d'entreprise participant à des luttes qui "vont trop loin".

b) La CFDT et l'autogestion

Le programme des syndicats social-démocrates une fois réalisé au cours de la crise des années 30, de la dernière guerre mondiale et de la reconstruction, le processus contradictoire du Capital reprend à une échelle supérieure, telle que les quelques réformes de ce type encore possibles ne sauraient suffire à résoudre la crise qui s'amorce. Désormais, de la dévalorisation croissante du capital naît l'importance réelle du problème de sa gestion, en même temps que les mythes qui s'y rattachent.

La gestion d'une entreprise devient un problème très "technique" : la baisse générale du taux de profit et l'interdépendance extrême des marchés interdisent la réussite à l'amateurisme (ou à l'arbitraire de la propriété personnelle).

confère une force d'attraction à toute zone de rupture, y compris et même si celle-ci s'effectue sur la base réactionnaire du travail et de l'appropriation marchande du produit par le producteur comme à Lip.

Les violentes bagarres qui suivirent l'occupation de l'usine par les CRS peuvent être considérées comme un afflux de prolétaires dans cette rupture, non pas par solidarité de défense de l'usine elle-même (ceux qui furent arrêtés déclarèrent être venus là "pour voir" ou "pour s'amuser"), mais pour participer violemment à une rupture, l'occasion se présentant (1). Les antécédents "délinquants" de plusieurs condamnés ne sont pas un hasard. De tels agissements se produisent d'ailleurs régulièrement depuis plusieurs années, lorsque les conditions de l'émeute ou de la moindre bagarre, se trouvent réunies. C'est là l'origine et le contenu apparemment insaisissables de ces violences qui leur décernent leur brevet "voyoucratique", posant par là-même leur profondeur et leur limite.

En effet, contrairement aux ouvriers de Lip, la masse des prolétaires exerçant leur force de travail dans le procès de production spécifiquement capitaliste sont tellement interchangeable que la réalité et la vie de telle ou telle entreprise leur sont indifférentes. Lorsque, victimes anonymes de l'élévation de la composition organique du Capital, ils se retrouvent au chômage (très souvent en ce qui concerne les jeunes par l'impossibilité d'entrer dans le procès de production global), ils ne (2) subissent pas de contrainte à se regrouper immédiatement contre un antagoniste concret : leur ennemi dont ils sont victimes, ce n'est pas tel ou tel capitaliste particulier

(1) Pour "Tévolution Internationale" (in n°5, nouvelle série, B.P. 219 75827 PARIS Cedex 17), l'affrontement avec les CRS marquait une certaine unification de la classe et faisait passer la lutte du terrain économique au plan politique, en dépassant le cadre de l'usine. Or, le dépassement en soi de l'usine ne suffit pas à déterminer la formation du prolétariat (ou d'une fraction) en classe pour soi, si ce dépassement ne peut s'effectuer sur des bases virtuellement révolutionnaires (ce serait pour défendre le collectif capitaliste Lip que la classe se serait formée ?). En fait l'existence de l'entreprise ne peut se résumer à ses locaux (l'usine); c'est le dépassement positif de la dynamique capitaliste, reproduction du capital, qui implique la re-formation du prolétariat. D'ailleurs les ouvriers de Lip ont contourné dépassé le cadre de leurs locaux à travers leurs multiples voyages et autres, sans jamais dépasser leur entreprise dont le sauvetage était le contenu même de leur lutte. Cette façon de voir de E.I. est la conséquence de sa conception fondamentalement politique de la révolution communiste, avec sa corrélation formellement partiiste.

(2) cf, par exemple, Le Monde 2 avril 74 "Les loulous de l'abbaye" et "les difficultés d'emploi des jeunes dans le Midi".

Pour les mêmes raisons, apparut une autre différence fondamentale : en dehors même des organisations ou groupes militants, les ouvriers de Lip furent rejoints par de nombreux individus extérieurs à l'entreprise - venus du quartier de Palente, de Besançon, mais aussi d'autres coins de France.

Cette concentration à Palente avait deux origines complémentaires : d'une part, la société française étant capitalisée, la survie de Lip était, comme on l'a vu, un impératif vital pour la cité et la région bisontines. D'autre part, cette communauté matérielle du capital ne peut plus désormais se mouvoir qu'en contradiction avec ses propres bases (cf. valorisation/dévalorisation) ; elle ne peut plus organiser strictement, selon sa propre cohérence, la totalité des êtres humains qu'elle a la prétention d'inclure en elle (cf. communes hippies, etc..) ; ceux qui ne se constituent pas en "communautés marginales", n'en subissent pas moins ce mouvement contradictoire en vivant la décomposition des rapports sociaux ; d'où la recrudescence de "délinquance". Cette instabilité de la communauté matérielle du Capital (1), origine profonde de son caractère insupportable,

(1) La constitution tendancielle du Capital en communauté matérielle après 1945, incarnée par le Welfare State des USA n'est évidemment pas synonyme de disparition des antagonismes de classe en son sein, ni de création d'une réelle communauté, même aliénée, des hommes. Au contraire, la contrainte pour le Capital à se former une telle communauté dans ses métropoles est la conséquence du développement effréné de ses contradictions (fuite en avant dans l'adoption des théories keynésiennes) et a pour contenu l'extrême atomisation des individus. De même que dans le mouvement de valorisation est inclus le mouvement de dévalorisation, de même dans la nature du Welfare est contenue la contradiction personnifiée du Capital : la nature vivante du prolétaire. "La bourgeoisie laisse le prolétaire déchoir si bas qu'elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui" (Manifeste du Parti Communiste 1848) ; en fait, au-delà de la bourgeoisie de 1848 en résorption, c'est le Capital, rapport social, qui se heurte à l'existence du prolétaire et ne peut rendre harmonieuse sa communauté.

Parler de "communauté matérielle" c'est rendre compte de l'impossibilité, dans ce cycle d'après-guerre, de reproduction élargie, pour les prolétaires "capitalisés" de seulement tendre à se former en classe distincte ; cette situation rend caduque le militantisme révolutionnaire "traditionnel" qui se mue en simple racketting. Mais la crise de reproduction du Capital provoquera le processus d'effondrement de la communauté matérielle et exigera simultanément une réorganisation contre-révolutionnaire conforme à l'ampleur de cette désorganisation sociale : l'autogestion là où ce sera possible ; raison supplémentaire pour caractériser précisément le type d'organisation encore en vigueur aujourd'hui.

Le contrôle de la force de travail en particulier prend une importance cruciale, en même temps que la gestion d'une entreprise prend une envergure sociale, dans la mesure où, à la différence de ce qui se produisait au 19ème siècle, l'unification du procès capitaliste, le resserrement général des interdépendances deviennent tels que toute rupture en un point de la société entraîne rapidement des conséquences un peu partout. Par exemple, la faillite de Rolls-Royce en Angleterre provoqua immédiatement des réactions à Seattle, aux U S A, où se fabriquait un avion qui devait être équipé de réacteurs Rolls-Royce. De même le licenciement de son propre personnel par une entreprise met en jeu les revenus d'une ville ou d'une région. Bref, les conditions générales du Capital aujourd'hui sont telles que chaque fraction du capital exige de toutes les autres un comportement responsable par rapport à l'ensemble du capital. (Cette responsabilité économique, du côté patronal comme du côté syndical, est même le civisme de la domination réelle : il n'y a plus d'autre façon de participer à la société, d'être citoyen, que de "prendre en charge" les problèmes du Capital dans son ensemble).

Or, la gestion de l'entreprise échappe au capitaliste-entrepreneur, en même temps que lui échappe la propriété du capital, à travers la constitution des sociétés par actions et l'usage généralisé du crédit bancaire. Parallèlement à cette dépossession, on passe à la gestion de l'entreprise par un "conseil d'administration" représentant théoriquement les porteurs d'actions, puis par quelques "managers" ou "technocrates" salariés dépendant des groupes bancaires qui, n'étant même plus propriétaires fictivement, mais seulement créanciers de l'entreprise, disposent cependant du pouvoir réel sur le produit et la reproduction du capital. En effet, comme l'écrivait feu Serge Mallet, théoricien de l'autogestion, "la prise en main de la gestion des entreprises par une couche de techniciens indépendants des actionnaires n'est précisément rendue possible que grâce à l'incapacité des Conseils d'Administration de faire face, par le seul placement d'actions nouvelles, aux frais de fonctionnement et aux investissements nouveaux exigés par l'expansion". (in La Nouvelle Classe Ouvrière).

Dans ce mouvement du Capital, "le capitaliste" doit disparaître, en faveur des puissances anonymes du crédit, d'une part, des managers salariés de l'autre. "D'une part, le seul propriétaire du capital, le capitaliste financier, se trouve face à face avec le capitaliste actif, et, grâce à l'extension du crédit, le capital monétaire prend un caractère social : il est concentré dans les banques et brété par celles-ci et non plus directement par ses propriétaires ; d'autre part, le seul directeur, n'étant possesseur du capital à aucun titre - ni comme emprunteur ni autrement - remplit effectivement toutes les fonctions qui reviennent au capitaliste en tant que tel. C'est alors que, personnage superflu,

le capitaliste disparaît du processus de production et seul subsiste le fonctionnaire" (Capital, III 5° section, XV 2). S'il cherche cependant à se maintenir, il est de plus en plus relégué dans des secteurs en voie de mort lente. La forme juridique de la propriété devient un obstacle, que le Capital contourne par des réformes, sans toutefois pouvoir la supprimer car la propriété privée reste sa présupposition nécessaire, de la même façon que le développement du capital fictif se heurte à la loi de la valeur et cherche à la "dépasser" sans pouvoir la supprimer, car ce serait se nier lui-même.

De plus, non seulement la gestion de l'entreprise, mais celle du capital financier lui aussi, tend à paraître comme une simple fonction technique, d'ordre social. "On s'achemine, écrit Bordiga (Propriété et Capital, ch. 4), à une espèce de divorce entre propriété et capital ; le second se dégage toujours plus de la première tandis que celle-ci se dilue, se dissimule, ou même est présentée, comme propriété d'organismes collectifs dans les étatisations, socialisations et nationalisations qui ont la prétention de n'être plus considérées comme des formes de gestion capitalistes". Par le jeu de la fictivité, le capital financier lui non plus ne se donne plus pour une propriété privée, mais pour un régulateur social indépendant de rapports de production qu'il prétend dépasser.

Pourtant, tout cet édifice repose sur le capital réel, sur la loi de la valeur et l'extraction de la plus-value. "La dynamique du processus capitaliste subsiste en plein, et sous sa forme la plus impitoyable : mais c'est là un rapport économique tout autre que nouveau" (Bordiga, *ibid.*), c'est là le rapport qui engendre le prolétariat. Si "on l'oublie devant le contraste entre la fonction du capital dans le processus de reproduction et la simple propriété du capital en dehors de ce processus", il reste que "le capitaliste actif (ou le manager) ne peut remplir sa fonction, faire travailler pour lui les ouvriers ou employer les moyens de production comme capital, qu'en tant qu'il personifie les moyens de production en face des ouvriers" (Marx, *ibid.*)

Mais le mouvement syndical, conformément à sa nature de représentant du capital variable, se sépare de plus en plus de toute base prolétarienne en devenant, de prétendant à la gestion nationale, prétendant à la gestion de chaque entreprise. Ce faisant, il prétend renouer avec le mouvement ouvrier, alors que le mouvement autogestionnaire diffère fondamentalement du mouvement des coopératives ; le point commun en est toutefois que, de même que la question ouvrière de la propriété du capital a masqué autrefois celle, prolétarienne, de la destruction du capital (y compris de la forme entreprise quel que soit son propriétaire), de même

À Lip new-look, de même, il y eut une nette tendance à la naissance d'une vie communautaire ramassée sur l'entreprise : réunions, casse-croûtes, petites "fêtes" s'y tenaient, semble-t-il quasi quotidiennement.

Mais là s'arrête la comparaison, car si, à Boimondau, l'égalité des salaires était réelle au début, on a vu qu'à Lip la conservation de la hiérarchie salariale était une donnée immédiate et impérative de la création du collectif capitaliste : alors qu'à Boimondau, le cadre de réaccumulation générale du capital français permettait à la communauté ouvrière de se former dans un certaine "pureté", l'flot que constituait, dans le cycle capitaliste finissant, l'impossible reproduction du capital Lip, ne pouvait permettre au collectif que d'être une communauté ouvrière "bâtarde" (1). La première était le produit de la destruction de forces productives, la seconde s'est créée par et sur leur développement contradictoire ; à Lip, il n'y avait pas naissance d'une nouvelle entreprise, mais sauvegarde, par une certaine modernisation, de l'ancienne.

Rocard a beau déclarer, pour justifier un tel type de gestion, que plusieurs centaines de communautés de travail ont été créées dans l'après-guerre (Le Monde du 29/1/74) (2), certains sociologues (G. Friedman - Le Monde 22/3/74) ont beau exhumer l'expérience Boimondau, la prise en charge de sa propre condition par la marchandise force de travail a aujourd'hui un tout autre contenu.

(1) L'accumulation du capital Boimondau marqua la fin de l'expérience autogestionnaire. La hiérarchie des salaires s'instaura peu à peu ; un, ou plutôt deux patrons, se dégagèrent de la communauté et l'entreprise embaucha de nouveaux salariés sur les nouvelles bases. Ses bas salaires en firent une des deux entreprises valentinoises, grosses consommatrices d'ex-détenus à leur sortie de prison. La plupart des employés habitèrent hors de la cité horlogère qui n'eut plus de communautaire que son nom (plusieurs ouvriers furent licenciés après mai 68 pour avoir fait grève) L'entreprise vécut dès lors une longue agonie, et, après maintes péripéties, fut définitivement liquidée, rachetée en 1970 (les renseignements dont il est fait état très sommairement, proviennent à la fois d'un ancien travailleur de Boimondau qui connut la fin de la période proprement autogestionnaire et communautaire de l'entreprise, et d'un camarade y ayant travaillé peu après 68).

(2) Quant aux multiples consœurs de cette communauté de travail, bien peu survécurent plus de quelques mois ou années, car la plupart n'étaient que réponse immédiate et palliative à la désorganisation du capitalisme d'après-guerre et à l'absence très momentanée d'investisseurs capitalistes (ce qui les apparente d'une certaine façon à la "communauté Lip").

un enthousiasme qui s'affirma au fil de leur reformation communautaire.

Toute rupture radicale au sein d'une communauté oblige, à plus ou moins brève échéance, à la formation d'une nouvelle communauté, et provoque au début l'enthousiasme au sein de celle-ci. Or pour les ouvriers de Lip-Horlogerie, la rupture d'avec leur communauté antérieure était profonde non seulement parce qu'en tant que prolétaires ils étaient ainsi privés de moyens de subsistance (ce qui est à l'origine de leur reformation communautaire), mais surtout parce qu'ils pouvaient encore faire corps avec les objets et les gestes dont ils étaient désormais dépourvus; la reformation de la "communauté Lip" capitaliste collectif, sur la base de la disparition de la contrainte "extérieure" que constituaient patrons, directeur, etc., devait provoquer à coup sûr cette immense enthousiasme chez ses membres.

A priori, on pourrait rapprocher étroitement ce type de fraternisation avec celle qui marqua la fondation des coopératives ouvrières au 19ème siècle, et plus récemment, les nombreuses communautés de travail qui surgirent en France à la fin de la dernière guerre. En fait, même à ce simple niveau, les différences sont fondamentales, mais avant de les mettre en évidence, il faut comprendre les points communs et leur origine.

Les communautés de travail, au sortir de la guerre, se sont développées dans des zones géographiques où la destruction des forces productives avait été relativement importante, et dans des secteurs de production bien délimités, où la part de capital constant est au départ très faible. D'une façon générale la renaissance de telles communautés, sur le mode approximatif des coopératives ouvrières, était rendue possible par le rajeunissement de capital opéré à travers la guerre, conjugué au caractère encore archaïque du capitalisme français dans son ensemble. Proclamant l'égalité de salaires et de gestion, les quelques individus qu'impliquaient ces nouvelles unités productives croyaient évidemment, et très sincèrement, fonder des entreprises socialistes, à l'instar du mouvement ouvrier du 19ème siècle ! Un bon exemple en est fourni par la communauté de travail Boimondau (Boitiers de montres du Dauphiné) à Valence dans la Drôme.

Elle fut fondée par des militants chrétiens, anarcho-syndicalistes et autres socialistes qui s'étaient connus au sein de la résistance dans le Vercors (la région Drôme et Ardèche connut une assez forte destruction d'hommes et de matériel grâce à cet important nid de résistance). Il s'agissait d'une fabrique horlogère autour de laquelle s'édifia une cité abritant ce mini-capitaliste collectif et sa famille ; l'ensemble usine-habitations prit d'ailleurs le nom évocateur de Cité-Horlogère. Des assemblées générales s'y tenaient régulièrement pour prendre collectivement les décisions touchant tant à la marche de l'entreprise qu'à la vie extra-travail ; par exemple, une certaine "liberté sexuelle" tenta d'y être décrétée.

aujourd'hui, la question de la gestion du capital masque celle de sa destruction (y compris celle de la forme entreprise quel que soit son gestionnaire).

L'histoire de la CFDT éclaire ce renouveau du mouvement syndical. Au début des années 50, le capitalisme français opère une mutation qui n'est que le prolongement et la pleine réalisation d'une tendance manifestée avant guerre : les industries de base, pétrolière, chimique et pétro-chimique (entre autres, mais notamment) deviennent peu à peu le fondement du nouveau cycle d'accumulation. On peut affirmer que la CFDT est née, en 1964, principalement de l'implantation de l'ex-CFTC dans ces nouveaux "secteurs clefs" de l'industrie.

Pour s'en convaincre, il suffit de constater l'importance croissante de la fédération de la chimie qui, depuis 68, s'est grossie de la fédération correspondante de F.O. et a vu son secrétaire général, Edmond MAIRE, devenir secrétaire général de la confédération ; il faut noter également la toute récente promotion, comme responsable du secteur politique au sein de la commission exécutive, de J. Moreau, successeur de Maire, au secrétariat général de la chimie.

Les industries de base sont, avec l'électronique, les secteurs où, conformément à leur nature, l'automatisation du procès productif est la plus poussée ; une faible part de travail vivant y est incorporée dont les divers techniciens et chercheurs constituent l'élément essentiel.

Par ailleurs, ce sont les secteurs qui connaissent le plus profondément le divorce entre propriété juridique et Capital à cause de l'impossibilité de leur auto-financement.

Ainsi les techniciens, ingénieurs et chercheurs se trouvent directement confrontés au management en place : qui est le meilleur gestionnaire, ceux qui maîtrisent quotidiennement le processus productif ou celui qui est promu arbitrairement à la gestion des affaires par son appartenance, directe ou non, au groupe bancaire possesseur de fait ?

On retrouve là, transposé aux dernières limites du mode de production capitaliste (la quasi-automatisme), la même indignation professionnelle face à la "qualification capitaliste", qui en marquait l'aube ; mais son contenu est tout différent. Pour comprendre l'élaboration progressive de la revendication (auto)gestionnaire, comme revendication fondamentale par la frange "avancée" de la CFTC, puis par la CFDT, le mieux est de laisser la parole à un pionnier en la matière, Serge Mallet, dont les propos se suffisent presque à eux-mêmes :

*Plus profondément le divorce entre propriété juridique et Capital à cause de l'impossibilité de leur auto-financement.*

CRISE ET AUTOGESTION

"La spécificité des conditions de travail dans l'entreprise (il s'agit bien sûr des secteurs en question), le lien qui s'établit entre les revendications et les conditions économiques de l'entreprise, le fait que celle-ci soit en elle-même une puissante unité homogène de production, même lorsque les divers établissements sont géographiquement isolés, amène de plus en plus l'activité syndicale à s'organiser sur la base de l'entreprise elle-même, c'est-à-dire non de l'usine ou du laboratoire, mais de la firme, unité économique complète. C'est une nouvelle structure organisationnelle qui se fait jour dans le mouvement syndical, amenée à remplacer progressivement la structure de métier et la structure territoriale et à s'interpénétrer avec la structure d'industrie en la débureaucratisant" ("La nouvelle classe ouvrière" p.86-87, Seuil, coll. politique, 1ère édition, 1963").

Débureaucratiser, dans la conception de Mallet, signifie adapter le syndicalisme à la réalité nouvelle de l'entreprise qui rend caduque, parce qu'inopérante, la structure traditionnelle que représente le mieux la CGT. D'ailleurs, à ce niveau de son analyse, il est rejoint par l'expression journalistique du management progressiste : "De même qu'elle doit s'assurer des débouchés en fabriquant son marché, en même temps que les produits qu'elle y vendra, (c'est le rôle de la publicité), l'entreprise doit s'assurer la régularité dans la fourniture du travail en négociant avec les représentants des salariés (...) Une des raisons pour lesquelles les syndicats se sont trouvés en porte-à-faux dans des conflits récents est précisément qu'ils se sont organisés surtout au niveau de l'industrie : c'est là qu'ils négocient (...). Nous assistons à une "atomisation" des conflits sociaux : chacun se batt pour soi, avec ses armes et ses objectifs, il faudra négocier beaucoup plus au niveau de l'entreprise ; or les dirigeants de celle-ci ont pris l'habitude de s'abriter derrière les spécialistes de leurs organisations professionnelles. Ce ne sera plus possible, ils devront aller eux-mêmes à la négociation et se préparer en conséquence" (rapport de Jean Boissonnat, rédacteur en chef de l'Expansion, à la Commission Européenne, reproduit dans "Problèmes Economiques", numéro 1272 du 17 Mai 1972).

Revenons à Mallet qui poursuit p.102 et 103 op. cit. : "Nous assistons ainsi, à côté du front politique et traditionnel tenu par les partis et du front social tenu par les syndicats, à l'ouverture d'un troisième front dans la lutte séculaire du Capital et du Travail : il s'agit du front économique, par lequel le mouvement ouvrier conteste le système capitaliste, non à partir d'options idéologiques ou de revendications sociales, mais du constat pratique de l'impuissance de ce système à assurer le développement harmonieux et ininterrompu des forces productives. Par là même, la distribution traditionnelle des rôles entre le mouvement syndical et le mouvement politique de la classe ouvrière se trouve remise en question, et les syndicats se

"La voie ce serait : Premièrement, de motiver les travailleurs beaucoup plus qu'ils ne le sont maintenant. C'est-à-dire de ne pas les laisser 9 heures de travail sans qu'on puisse se rencontrer, sans que chaque travailleur puisse admettre, comprendre, ce qui se passe dans l'entreprise globalement, où il va, pourquoi on travaille, qu'est-ce qu'on apporte dans la société. Il faut donc que la société soit le reflet de cette aspiration. (...) Qu'il y ait des gars qui passent à la responsabilité, qu'il y ait des responsabilités qui tournent, quand on a des responsabilités, il semble qu'il y a une ouverture qui se fait, et on peut accepter beaucoup d'autres choses à partir de ce moment là ; si on a compris pourquoi, ben, on peut accepter bien d'autres choses".

Charles PIAGET (Interview Lip, op.cit.)

1 - Communauté ouvrière et communauté humaine

En même temps que d'autogestion, on a beaucoup parlé, à propos de Lip, de chaleur humaine, de joie de vivre retrouvée etc., non seulement dans les grands meetings et autres marches de solidarité (dont on a déjà vu ce qu'ils recouvraient), mais aussi au sein de l'entreprise elle-même. Dans les interviews "des Lip", cela revient très souvent : on a enfin pu se connaître entre nous ; tout le monde a pu s'exprimer ... Beaucoup de ceux-là même qui admettaient les limites de l'affaire se sont laissés éblouir par cette atmosphère de fête des débuts ; ils ont cru qu'il en resterait toujours quelque chose, et, pour lâcher le grand mot, qu'il y avait une "dynamique" propre à la forme de la lutte "des Lips", indépendamment de son contenu limité.

De fait, l'archaïsme du procès productif de Lip-horlogerie a non seulement contraint les ouvriers à vouloir sauvegarder par tous les moyens leur entreprise, mais leur a permis aussi de se constituer immédiatement, sur cette base, en groupe homogène trouvant en face de lui un ennemi personifié : leur patron. Ce dernier failli, disparu par l'impossibilité pour son capital de se reprendre compétitivement, les ouvriers se retrouvaient avec leurs instruments et leur procès de production inertes, piés. La contrainte de remettre en mouvement cet ensemble par eux-mêmes ne pouvait que susciter chez eux



mais la clé du problème. Pour en être convaincu, il suffit de remarquer l'acceptation finale et unanime du plan Neuchwander-Bidegain (Cf. plus haut) qui consacre la défaite totale et définitive de l'origine prolétarienne du conflit devant son contenu capitaliste ; cette défaite était inscrite dès le début, comme on l'a vu, et dès lors était irréversible, les seules questions encore en suspens étant son amplitude et sa date de réalisation. Ainsi, le problème du licenciement, primordial dans le rejet des accords de Dijon, sembla "disparaître" subitement dans l'acceptation des accords de Dôle ; la seule habileté conjuguée de Bidegain et des syndicats dans l'élaboration à ce niveau du nouveau plan n'explique pas ce revirement apparent ; cette "habileté" est au contraire l'aboutissement naturel d'un rapport social de forces qui était établi dès l'amorce de reconstitution du cycle capitaliste.

La création du C.A. Lip et la pratique pour laquelle il a été fondé, reflètent indiscutablement LA FIN DU MOUVEMENT OUVRIER, en tant que force historiquement progressiste. En effet, les sans-réserves en lutte ne peuvent désormais s'auto-nommer des syndicats que de deux manières : soit sur des bases réactionnaires (retour tendanciel à la petite production et distribution marchandes), soit sur des bases révolutionnaires, communistes (destruction de la valeur, du salariat, de l'entreprise et du marché). Ce sont tous les schémas de l'ultra-gauche conseilliste qui sont simultanément rendus caduques (1). "On fabrique, on vend, on se paye - c'est possible !" chantaient en chœur le C.A. Lip et les ouvriéristes, ultra-gauches et naziistes confondus qui lui assurèrent une grande partie de sa publicité. Eh bien ! Non ! Ce n'est pas possible ! Le développement et la socialisation des forces productives par le Capital interdisent le retour à un tel mode étriqué de production et d'échanges mercantiles, si ce n'est dans des crises limitées ou avec d'autres modalités - générales, comme palliatif à l'impossibilité de reproduction du capital. Par là même, la fin du mouvement ouvrier prend immédiatement un contenu légué par ce développement : la reconversion de ses éléments théoriques et pratiques en contre-révolution potentielle.

Ceci ne peut étonner que si on ne prend en considération ni le mouvement de l'histoire, ni le lien étroit entre révolution et contre-révolution.

(1) Au moment même où, évidemment, ils connaissent une publicité sans précédent sous des présentations souvent empreintes du modernisme dominant (cf., en particulier, la réédition en livre de poche des œuvres complètes de Chaulieu, alias Cardan, alias Castoriadis, etc.)

trouvent amenés en tant qu'organismes économiques à se politiser au sens véritable du terme, c'est-à-dire non pas à répercuter sous une forme affadie les mots d'ordre électoraux de tel ou tel parti politique, mais à intervenir de façon active, avec les moyens et les formes d'action qui leur sont spécifiques, dans la vie politique du pays (...). Le développement de la société moderne intègre totalement les processus politiques et économiques. Il est impossible à une organisation syndicale sérieuse de ne pas intervenir directement en tant que force syndicale dans le problème politique, dans la mesure même où elle veut jouer effectivement son rôle de force syndicale ... Car la protection des avantages acquis exige aujourd'hui non pas d'aménager le système économique existant, mais d'organiser l'ensemble économique dans lequel les salariés auront à vivre. Et la revendication économique à caractère global débouche évidemment dans un état moderne, sur les problèmes politiques".

Il conclut p. 245 : "L'absentéisme du citoyen, déploré aujourd'hui par toutes les bonnes consciences démocratiques, est compensé par le développement de l'esprit de responsabilité dans les organisations socio-économiques. C'est probablement là l'aspect le plus intéressant et le plus lourd de conséquence de l'évolution du syndicalisme d'entreprise. Il nous amène en effet à réviser fondamentalement l'ensemble de nos habitudes politiques et de nos conceptions d'exercice de la démocratie".

Mallet ne fait qu'exprimer en termes sociologiques, l'absorption de la politique et de la démocratie par le capital qui les détruit en tant que sphères particulières. Ce mouvement se produit avec la pleine conquête de l'Etat par le Capital et reflète le niveau de ses contradictions :

Le capitalisme s'établit sur la base de la loi de la valeur au sein de la petite production marchande, il représente la valeur mise en processus. Tant que sa domination n'est que formelle, il réactive la démocratie en y faisant accéder le producteur "libéré" par la révolution bourgeoise (1)

Dès qu'il se soumet pleinement la valeur, le Capital entre en contradiction avec celle-ci base de son existence. Il tend constamment à la dépasser sans pouvoir y parvenir.

(1) La démocratie est apparue avec la loi de la valeur dissolvant les communautés primitives. La démocratie athénienne n'était l'apanage que des hommes libres, seuls citoyens reconnus ; les esclaves, devenus progressivement les principaux producteurs, en étaient exclus par définition de leur être social.

Il ne peut pas davantage supprimer réellement la démocratie, il l'englobe.

Sur le développement de cette contradiction, le Capital désormais promouvait, en tendance, la citoyenneté à travers l'acte productif lui-même et l'acte de travail en général (celui qui ne peut vendre sa force de travail n'est pas un "homme" selon la logique capitaliste).

Au sein du même mouvement, comme l'a suggéré Mallet, l'entreprise acquiert toute son omniprésence en s'émancipant à la fois des formes juridiques de propriété et de son propre financement. Cette "autonomisation" de l'entreprise recouvre sa capacité à exercer en revanche sa propre planification, son auto-organisation en tant que dynamique fondamentale et unique du système : valorisation du Capital.

L'intervention de l'Etat est d'autant plus forte qu'elle s'exerce principalement à travers les opérations de financement, directes ou indirectes.

La fameuse "planification démocratique" élaborée par la CFTC dès 1959, exprime ce nouvel état du développement capitaliste contemporain. Elle est démocratique dans la mesure où elle tient compte de cette "autonomie" planificatrice de l'entreprise, laquelle interdit désormais une planification centralisée unilatérale. Au niveau de l'Etat, cette planification consisterait surtout en l'organisation du crédit par sa nationalisation intégrale : "Si l'Etat adjoignait aux quatre banques de crédit qu'il possède les quelques grandes banques d'affaires privées, il serait en mesure de contrôler entièrement l'industrie française sans recourir au moindre changement dans la propriété théorique des moyens de production industriels. Reste à savoir qui contrôle l'Etat, à qui il sert !" (S. Mallet, op. cit. p. 167).

Ce "contrôle" de l'industrie ne serait évidemment que l'acte de soumission approprié de l'Etat à la seule dynamique capitaliste - l'entreprise - se mouvant dans la dévalorisation extrême.

En effet il se produit cette absurdité : l'Entreprise "émancipée" et organisant autour d'elle et pour elle toute activité, est dans l'impossibilité de répondre à la loi de la valeur ! Ces secteurs de forte dévalorisation (industries de base) étant les secteurs de pointe de l'accumulation, ils diffèrent essentiellement de leurs homologues d'avant-guerre qui étaient, ou qu'on pouvait assimiler à des secteurs d'infrastructure. Seule l'existence des industries de transformation à taux de profit suffisant a permis à ces secteurs de pointe de se maintenir, par le système de péréquation et par l'octroi de surprofits.

La création dans le conflit Lip d'un Comité d'Action pouvait surprendre a priori, d'une part parce qu'aucune grève, même les plus dures et longues, n'avait, ces dernières années en France, entraîné la naissance d'organisations distinctes des travailleurs autres que d'éphémères comités de grève, d'autre part, et surtout, parce que la CFDT s'engageait apparemment à fond dans la lutte.

On l'a vu, la nature de la CFDT l'amène à susciter la création de tels comités dès que la force de travail doit se prendre en charge elle-même. Lip en est un exemple concret, dans un contexte spécifique et isolé (1). La prise en charge du capital variable Lip par lui-même, en vue d'une reconquête du capital global, nécessitait une organisation qui, à la fois, soit une émanation de la CFDT et possède un certain degré d'autonomie vis à vis de celle-ci, car le contenu de cette pratique se situait temporairement au-delà de la stricte négociation de la force de travail, qui constitue la pratique fondamentale de tout syndicat, quel qu'il soit. Que cette relative autonomie puisse, à certains moments, se transformer en opposition virtuelle est inscrit dans sa nature ; ce fut le cas dans le bref laps de temps qui sépare les accords de Dijon et l'AG consultative. Mais cette autonomisation ne pouvait être l'expression d'un dépassement réel du syndicat par le C.A. ; au sein du même contenu général de l'action, sauvetage de l'entreprise, aucune divergence n'est et ne peut être préluce à une rupture. Le syndicat tenait toujours entre ses

(1) Remarquons au passage le rôle des "Cahiers de Mai" qui prirent en charge, en grande partie, le bulletin "Lip Unité". Depuis quelques années, ce groupe émerge chaque fois, ou presque, qu'est contrainte une certaine autonomie de l'activité ouvrière vis à vis des syndicats. La souplesse organisationnelle des "Cahiers de Mai" leur permet d'être un complément, voire un palliatif, idéal de la pratique syndicaliste à laquelle ils sont immédiatement liés par leur vocation exclusivement usiniste (contrairement aux groupuscules politiques "classiques"). En 72, à Fennaroya, par exemple, ils organisèrent de bout en bout la grève des ouvriers immigrés en l'absence de syndicat. Puis, le conflit terminé, ils contribuèrent à la création d'une section syndicale dans l'usine. L'apparente ambiguïté de la critique des syndicats par les "Cahiers de Mai" (s'en prenant aux hiérarchies "diviseurs") recouvre à la fois la fonction de ce groupe : être le ferment de l'unité d'une base atomisée dans l'entreprise, et son origine : mai 68. On a beaucoup fait l'éloge du mouvement de mai 68 dans sa dimension "anti-bureaucratique" et "anti-autoritaire" : on a parfois marqué les limites que constitue cette seule dimension, il reste à montrer qu'à ce niveau le mouvement était aussi l'anticipation de certaines exigences contre-révolutionnaires de notre époque, ceci conformément à la crise de maturation du capitalisme français que mai 68 exprimait pour une part.

3 - La question syndicale

On a beaucoup parlé du rôle des syndicats dans l'affaire Lip : des divergences entre CGT et CFDT, des rapports entre celle-ci et le comité d'action extra-syndical qui s'est formé. Alors que la CFDT prenait immédiatement la tête de la lutte, promouvait en grande partie le Comité d'Action et cautionnait l'illégalité, la CGT grognait ses sempiternelles revendications de "droit au travail", clamaient son réalisme et devait finalement s'effacer devant l'activité de sa concurrente. Cette activité parut consacrer le remariage du mouvement ouvrier et du mouvement syndical et put redonner un certain vernis au "vieux "syndicalisme révolutionnaire".

En fait, au-delà de leurs discours respectifs, les dissensions entre la CGT et la CFDT à Lip n'ont pas pour origine un choix différent qu'aurait fait chacun de ces syndicats au niveau des modes d'action, mais une contrainte exercée sur eux par leur différences générales qui étaient résumées fidèlement par leur situation particulière à Lip. A Lip, on a simplement assisté à l'expression la plus nette des divergences entre CGT et CFDT que Mai 68 avait publicisées et qui s'étaient plus ou moins réaffirmées depuis, à l'occasion de certaines grèves (Joint Français notamment).

*es  
Ruhun*

C'est ainsi que la prétention gestionnaire de la CGT s'est notamment concrétisée à Lip par l'élaboration de la publication de plans de relance, contrairement à la CGT explicitement silencieuse à ce sujet. Celle-ci fut contrainte, sous peine de discrédit total auprès des ouvriers, à un suivisme accompagné de critiques "discrètes", mais plus ou moins constantes à l'égard de "l'aventurisme" de la CFDT.

Le retour momentané à une pleine unité syndicale au moment des accords de Dijon, où les syndicats acceptaient le principe des licenciements, coïncidera avec le divorce renouvelé, et tout aussi provisoire, entre mouvement ouvrier et syndicats, lorsque se reposera dans les faits la question fondamentale, pour les ouvriers, qui se saisissent encore comme prolétaires, mais secondaire pour la CFDT : le licenciement de la force de travail excédentaire.

Sentant venir le désaveu de la base, alors qu'elle n'existe que par celle-ci, la CFDT se verra obligée d'accomplir une pirouette très acrobatique, puisqu'elle réadaptera, lors de l'A.G. consultative du 12 octobre, la position du Comité d'Action, hostile à tout licenciement, et ne soumettra même pas au vote le contenu du compromis de Dijon (principe du licenciement avec garantie de réemploi), qu'elle défendait encore la veille. Inversement, ce type d'acrobatie lui est rendu possible par sa position "près de la base".

A un tel niveau de contradiction, entre les forces productives et les rapports de production, l'éclatement de la crise générale par impossibilité globale de la reproduction élargie du capital, doit amener la prise en charge de la contradiction par la force de travail elle-même, c'est-à-dire sa propre prise en charge. Cette autogestion est la conséquence de l'atomisation du prolétariat inscrite dans "l'autonomie" de l'entreprise, telle que nous l'avons définie plus haut ; elle recouvre la nécessité d'un tel contrôle sur les prolétaires qu'il ne puisse plus s'exercer au premier chef, que par eux-mêmes.

Mais cette atomisation ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise ; conformément à l'envahissement social de celle-ci, elle est l'atomisation du prolétaire dans la société toute entière : la crise, où la valeur se déclare caduque, et avec elle la démocratie politique, réalisera pleinement la tendance à la promotion du producteur comme seul citoyen reconnaissable. L'autogestion sera nécessairement généralisée. (Nous aborderons dans la dernière partie du texte quelques modalités pratiques de la contre-révolution auto-gestionnaire dans les pays où elle est possible).

Pour autant, cela ne réduit pas à néant l'existence des syndicats dont certains, au contraire, comme l'a montré Mallet, sont appelés à prendre beaucoup d'importance au sein de la contre-révolution ; cependant, cette importance même implique que se forment, en dehors d'eux, y compris propulsés et chapeautés par eux, des organisations distinctes de travailleurs. Ainsi déjà, au cours de la mini-crise (1) italienne de 68-69 sont apparus des comités de base et autres conseils d'usine qui se sont vu attribuer la fonction que ne pouvait plus tenir la structure syndicale et qui en étaient le complément.

Bien sûr ce mode d'être du Capital n'est pas nouveau, il existe en tendance dès que le Capital domine réellement le procès de travail d'un secteur donné, mais il trouve sa pleine effectuation dans les secteurs où cette domination se parachève. Ceux-ci conditionnant l'ensemble industriel (ne serait-ce qu'au niveau de l'organisation du marché), l'élaboration de réformes pour le Capital devient d'autant plus nécessaire globalement qu'ils peuvent coexister, comme en France et en Italie, avec des secteurs en voie de soumission réelle auxquels ils tendent à conférer leur mode de gestion au cours du passage à cette pleine soumission. Or, réciproquement, seuls ces secteurs "archaïques", dans la mesure où la part de travail qui leur est incorporée est encore

(1) "mini" par comparaison à la crise généralisée qui s'amorce.

relativement importante et implique un mouvement de la force de travail, peuvent véhiculer ces réformes.

Si la prise en charge de la force de travail par elle-même, à des degrés très divers, est alors une nécessité immédiate, c'est que cette maturation de certains secteurs est désormais synonyme de crise ; elle ne peut intervenir qu'à travers le mouvement contradictoire croissant de la valeur.

Si l'implantation de la CFDT dans les secteurs de dévalorisation représente finalement une faible part de son implantation globale :

a) sa fondation, en tant que syndicat, a pour origine cette dynamique contradictoire du mouvement social capitaliste sur laquelle repose sa propre dynamique, théorique et pratique.

b) cette dynamique utilise des véhicules tels que les conflits localisés, voire sectoriels, de petites unités productives - dans des régions généralement "défavorisées", au sein desquelles la CFDT connaît une assez forte implantation. Ces conflits marquent le plus souvent une opposition directe au droit de propriété (occupations "dures" des locaux, séquestrations, etc.) Ils ne sont pas pour la CFDT des laboratoires d'essais auto-gestionnaires, mais constituent des points d'émergence du processus de prise en charge qu'implique l'émergence de la crise, elle-même encore localisée.

Les divergences entre la CFDT et la CGT à propos du programme commun de la gauche recouvrent leur spécificité respective : accent mis sur les luttes sociales pour véhiculer les réformes de crise, en ce qui concerne la première, soumission à la politique électoraliste, pour la seconde. Ces divergences se vérifient pleinement dans les conflits actuels (mars 74), en particulier aux Houillères de Lorraine, où elles se transforment en oppositions spectaculaires. Cela pourrait amener, avec l'approfondissement de la crise, une remise en question des accords confédéraux eux-mêmes qui furent établis progressivement entre les deux syndicats ces dernières années ; ceci, le temps pour la CFDT d'affirmer et rendre évident son leadership syndical au sein de la contre-révolution en formation ; d'ailleurs, malgré ces déclarations tapageuses, la CGT a déjà adopté des caractéristiques notables des plans cégétistes. (cf. notamment la "gestion démocratique" des entreprises, la planification démocratique, dans les nouvelles perspectives cégétistes présentées dans l'organe officiel de la CGT : "Le Peuple" n° 927 du 16-31 octobre 1973)

Il ne restait plus aux commis-voyageurs qu'à repartir vers d'autres saouleries perpétuellement : "on a des gens comme P. par exemple, ben il est venu de Paris avec nous, le lendemain il est reparti à Lyon. Il est rentré de Lyon, il est resté ici une journée, en boule, dégoûté. Il est reparti à Marseille, il est rentré que ce matin. Et envisage de refoutrer le camp ailleurs". (Interview Lip op. cit.)

Ce qui précède nous amène au deuxième aspect de l'isolement de la lutte des ouvriers de Lip. D'un point de vue capitaliste, la bienveillance politique ou idéologique que le patronat ou le gouvernement accordèrent au cap Lip, n'excluait nullement l'abandon économique de cette entreprise. Depuis plusieurs années déjà, elle avait montré son incapacité à se maintenir dans la communauté du Capital ; et pour celle-ci, il n'y a pas de solidarité qui compte, il n'y a d'entente possible que dans le respect de la loi du profit. Pour être à nouveau rentable, il fallait que Lip passe par une restructuration fondamentale.

La preuve s'en trouve dans la somme (environ 2 millions) que, dans leur respect de la continuité du cycle, "les Lip" seront amenés à restituer aux nouveaux patrons, en plus des stocks restants. C'est ce qu'ils avaient accumulé en 7 mois de travail. Quand on sait que cette somme couvre juste un mois de salaire (pour 200 ouvriers), quand on la compare aux 15 millions dûs aux fournisseurs, on voit combien la composition organique du capital Lip pouvait être basse, et combien il était peu rentable.

Certes, "les Lip", capitaliste collectif, ont "tenu" plus longtemps que leur ancien patron. Cela vient de ce que, à la différence de ce dernier, et vu le caractère exceptionnel de la situation qu'ils avaient créée, ils n'ont pas eu à prendre en charge la totalité du CYCLE de "leur capital". "Les Lip" ont pu jouer sur le fait qu'une fraction de ce capital a une rotation rapide (capital circulant, c'est-à-dire salaires et pièces détachées). Ils ont nié le problème de fond : celui de la rotation du capital total. Non seulement, ils ne se sont jamais trouvés obligés de renouveler leur capital constant, mais ils ont décliné toutes les dettes qu'avait contractées l'ancienne direction. De plus, ils se sont dispensés de renouveler le stock de pièces détachées au fur et à mesure qu'ils y puisaient. Tout cela, ajouté aux avantages dont ils disposaient sur l'ancienne direction - et que nous avons mentionnés plus haut - bien loin d'être une preuve de supériorité gestionnaire, montre a contrario l'impossibilité de l'opération viable du capital Lip sur ses anciennes bases.

C H A P I T R E II

L E "C A S" L I P

Attribuer à la pression syndicale le manque d'enthousiasme des ouvriers demeurés à Besançon, cela masque son on-  
dement réel : la dure réalité sur laquelle les voyageurs  
retombaient en arrivant à Besançon avec l'argent de la vente  
des montres, c'est que cet argent était impossible à convertir en capital additionnel. La deuxième phase du cycle  
(conversion des marchandises en argent) pouvait s'effectuer  
à peu près, mais elle n'avait que la moitié de son sens,  
puisque la troisième phase (conversion de l'argent en capital  
productif) ne comprenait que la couverture du capital varia-  
ble, et non celle du capital constant. C'est cette situation  
que vivaient quotidiennement "les Lip" à Besançon et que ne  
faisaient que traduire les syndicats. Ces limites n'étaient  
pas la conséquence d'une non généralisation de l'expérience  
autogestionnaire, au contraire celle-ci avait pour origine  
"l'absurdité logique" de la lutte : autogérer un capital en  
faillite ; Dans l'état d'alors de l'entreprise, "les Lip"  
ne pouvaient pas plus boucler le cycle que leur ancien  
patron (1).

" ... Ce socialisme ne consistera pas à permettre à l'ouvrier de sortir de l'usine avec une paire de chaussures en bandoulière ; et ceci, non parce qu'elles auraient été volées au patron, mais parce que cela représenterait un système ridiculement lent et lourd de distribution des chaussures à tous"

(Bordiga - Propriété et Capital)

(1) En fait il semble que la conversion de l'argent en moyens de production (fournitures) ait été un moment envisagée : Cf. Le Monde du 2 août : "selon la responsable du service production ... il sera possible d'acheter des fournitures - des propositions nous ont été faites, nous les étudierons". La logique gestionnaire qui sous-tendait aussi l'action des Lip poussait effectivement à la remise en route totale du cycle du capital : cf. "Le Monde" du 13 juillet "Le collectif ouvrier ajoute : nous établissons un plan d'activité pour un an, avec remise en route totale de l'horlogerie et redémarrage des autres secteurs."

L'évacuation de l'usine de Palente, le 14 août, a certes mis un terme à ce projet. Mais l'impossibilité de la prise en charge de la rotation du capital total par les ouvriers n'avait pas pour raison première une opposition politique de la bourgeoisie, mais l'insuffisance de la rentabilité de la production manufacturière.

On sait d'ailleurs que le ministre Charbonnel avait, le 12 juillet 73, dans une entrevue avec les syndicats, proposé que Lip devienne une coopérative. Parmi les arguments que la CFDT a avancé, pour repousser cette offre, certains liaient l'inviabilité probable d'une telle formule à l'hostilité politique du patronat à l'encontre d'une entreprise dirigée par des travailleurs (voir le Monde 21 août 73). L'inviabilité des coopératives est due au premier chef à leur non-rentabilité (cf. p. 6), et c'eût été le cas évident à Lip. En fait, la CFDT l'avait bien compris, et Roland Vittot, délégué, dans sa réponse à Charbonnel souligna que les syndicats repoussaient l'offre du ministre, car "il y aurait des réductions d'emploi à envisager" pour les ouvriers coopérateurs, non comme il le dit, en conséquence des erreurs de gestion des anciens dirigeants, mais parce que Lip devait nécessairement devenir atelier de montage pour subsister.

Des ouvriers licenciés s'assurant eux-mêmes leur salaire grâce à la vente de la marchandise produite sous leur propre direction, le geste était spectaculaire et leur valut d'ailleurs la célébrité. La lutte des ouvriers de Lip portant atteinte au droit de propriété sur les moyens de production et tendant à la réappropriation du produit par les producteurs semblait renouer avec un mouvement qui devait faire passer la direction de l'appareil social de production aux mains de la classe ouvrière. Or cette perspective était le propre du mouvement ouvrier, produit d'une époque de la lutte de classes où le capital ne dominait que formellement le procès de travail et la société.

Si la lutte des ouvriers de Lip a pu s'inscrire initialement comme manifestation du mouvement ouvrier, c'est parce qu'elle a été déterminée, dans le cadre de l'entreprise Lip, par des rapports sociaux entre le Capital et les prolétaires, largement identiques à ceux qui ont produit le mouvement ouvrier. Mais le cadre plus vaste de la société capitaliste nationale et internationale a aussi conféré à cette lutte son actualité : la propriété personnelle des moyens de production est devenue aujourd'hui une entrave à la production capitaliste qui n'a plus besoin de propriétaires, mais de gestionnaires. Aussi l'actualité de la lutte des ouvriers de Lip ne tient-elle pas à la tendance à la réappropriation, mais bien plutôt à la tendance à la gestion du capital par les ouvriers eux-mêmes : Lip est devenue une foire à l'auto-gestion. Ceci d'ailleurs, sans intention délibérée des travailleurs de Lip qui demandaient simplement un patron capable d'assurer leur survie.